

<https://ricochets.cc/Sur-Radio-St-Fe-La-Drome-n-est-toujours-pas-une-residence-secondaire.html>



Sur Radio St Fé : « La Drôme n'est (toujours) pas une résidence secondaire »

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 29 mars 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Alors que le logement dans la Vallée de la Drôme devient très compliqué, de plus en plus inaccessible pour les non-riches et les jeunes non bourgeois, Radio St Fé a fait une émission autour des résidences secondaires :

▶ Radio St Fé : [La Drôme n'est \(toujours\) pas une résidence secondaire](#)

Pendant ce temps, le gouvernement macroniste a asséné récemment une loi qui punit plus sévèrement les pauvres qui n'arrivent plus à payer leur loyer, ainsi que les squateuses.

Les raclures de propriétaires riches ne sont toujours pas contraints de réaliser des travaux conséquents pour en finir avec leurs passoires énergétiques

Pendant ce temps, les raclures égoïstes de propriétaires riches ne sont toujours pas contraints de réaliser des travaux conséquents pour en finir avec leurs passoires énergétiques qu'ils louent pourtant le plus souvent fort cher. Ils s'en foutent ces proprios rapaces, ce sont leurs locataires vaches à lait qui paient le chauffage à prix d'or et qui étouffent en été lors des canicules, pas eux.

Après tout ces locataires n'ont qu'à se priver de tout pour pouvoir payer le loyer et le chauffage, ou alors à partir en vacance dans d'autres régions.

Mais tout va bien, les agences immobilières et les promoteurs se gavent, la spéculation immobilière se porte très bien, les prix grimpent, la gentrification est en marche.

Vive le libre marché et la loi sacrée de l'offre et de la demande !

Puisse tout un chacun vendre son bien et « son » bout de terre le plus cher possible.

Et puis les maisons individuelles anti-écologiques s'étalent toujours partout sur des terres agricoles ou naturelles pour former de belles zones mortes anti-sociales qui n'ont rien à voir avec la ville ni avec le village.

Les néo-bourges et de paisibles retraités consommateurs c'est quand même nettement plus propre et plus rentable que des pauvres

Et puis des néo-bourges et de paisibles retraités consommateurs c'est quand même nettement plus propre et plus rentable que des pauvres, des écolos amish et des gauchistes rétifs ?!

Les néo-bourgeois c'est bon pour la croissance et l'activité économique, les pauvres et les rebelles sont infoutus de consommer suffisamment ces nazes.

On n'a qu'à les parquer dans des réserves contrôlées, dans le massif central ou sur la lune et tout le monde sera content.

Et la quasi totalité des décideurs élus locaux (à dégager avec Macron) continuent de favoriser le même modèle pourri et inégalitaire, prisonniers de leur idéologie et/ou des lois en vigueur et/ou des lobbys et/ou tout simplement des règles capitalistes et/ou de leurs précieux et rares électeurs si conservateurs.

Ils ne sont même pas foutus, sauf exception, de favoriser les habitats groupés en coopératives accessibles ou l'habitat léger.

Le droit de l'argent doit toujours passer avant les droits au logement et avant l'écologie ou le climat.

Encore de bonnes raisons de se révolter, en plus des 49.3 autres.

- ▶ [Et en attendant, rdv au Carnaval de Crest le 1er avril !](#), qui cette année est semble-t-il sur le thème si délicat du logement qu'il n'est jamais vraiment traité.
- ▶ Toustes propriétaires, ou toustes révolutionnaires ?



Sur Radio St Fé : « La Drôme n'est (toujours) pas une résidence secondaire » Droit au logement ou droit de l'argent et des propriétaires ???!

Annexe

- ▶ [De gré et de force - Comment l'État expulse les pauvres](#)

Entretien avec le sociologue Camille François

Garantir le respect des contrats économiques privés, garantir le taux de rendement du capital, défendre les droits des propriétaires : voilà la mission centrale et première de l'État. Pour ce faire, il faut des moyens, des méthodes et des infrastructures. Le sociologue Camille François a travaillé sur prérogative quotidienne et banale des services de l'État : expulser de leur domicile des personnes qui ne payent plus leur loyer.

Il décrypte la chaîne des « petites mains » - employées des bailleurs HLM, juges, employées des préfectures, élus locaux, travailleuses sociales, policiers - qui s'échinent docilement à expulser les locataires de chez eux. Il montre toute la violence symbolique qui se déploie dans un dispositif où des employées de bureau accomplissent un sale boulot au service de l'ordre capitaliste. A mille lieux de l'indignation bon marché qui souhaiterait que la défense farouche de la propriété privée s'accompagne d'un peu d'humanité, le sociologue décrit et décortique les mécanismes et dispositifs, sociaux, institutionnels et même psychologiques qui permettent et maintiennent cette logique infâme, de gré et de force.